Horizon 2011 pour le retrait américain d'Irak

Les négociations sur un pacte de sécurité irako-américain sont terminées et le projet d'accord, qui prévoit notamment un départ des forces américaines à l'horizon 2011 selon un négociateur irakien, doit désormais être soumis aux dirigeants irakiens.

«Le travail des négociateurs est terminé. Maintenant, il se trouve entre les mains des dirigeants» politiques irakiens, a déclaré à l'AFP Mohammed al-Haj Hammoud, le chef des négociateurs irakiens sur le futur statut des troupes américaines en Irak. «A la fin 2011, les troupes américaines se retireront d'Irak», a-t-il souligné, avant de préciser : «Il existe toutefois une clause stipulant que le retrait peut avoir lieu avant 2011 ou que la présence peut être prolongée après 2011 en fonction de la situation.

C'est sur cela que les deux parties se sont mises d'accord.» Les négociations sur le statut futur des troupes américaines en Irak (Sofa, Status of Forces Agreement) avaient commencé en février et devaient s'achever fin juillet, mais la complexité des questions et les divergences, notamment sur un calendrier de retrait des troupes américaines, ont retardé la rédaction de l'accord.

Au-delà de 2011, soit plus de huit ans après l'invasion de l'Irak par les forces de la coalition, il restera en Irak «un certain nombre de troupes, en appui ou pour entraîner les forces irakiennes», a précisé M. Hammoud.

«Le nombre de bases militaires américaines dépendra des effectifs et de leurs besoins», a-t-il encore dit. Jeudi, un responsable militaire américain avait expliqué que les Etats-Unis pourraient, selon le projet d'accord, commencer à retirer leurs troupes des villes irakiennes dès juin 2009, «si les conditions le permettent».

«Les troupes de combat se retireront des villes irakiennes en juin 2009», a indiqué pour sa part M. Hammoud vendredi.

Les Irakiens considèrent comme une victoire le fait d'avoir obtenu un calendrier de retrait refusé pendant longtemps par les Etats-Unis.

Autre point sensible sur lequel les Irakiens se sont montrés insistants : la fin de l'immunité pour les employés des compagnies privées de sécurité travaillant avec les forces de la coalition.

«Dans les négociations sur le Sofa, le gouvernement irakien n'a accepté aucune immunité pour les compagnies de sécurité privées», avait affirmé cette semaine le porte-parole du gouvernement irakien, Ali al-Dabbagh. S'agissant de l'immunité des soldats américains, M. Hammoud a répondu qu'étaient «prévus plusieurs comités pour examiner les problèmes concernant la violation de la loi irakienne par des troupes américaines». Selon M. Hammoud, le président américain George W. Bush a approuvé le document. La Maison-Blanche a indiqué, jeudi, qu'elle ne soumettrait pas l'accord sur le futur statut des troupes américaines en Irak au vote du Sénat. Mais côté irakien, le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki va encore devoir convaincre les partis politiques du bien-fondé du pacte. Le texte doit être discuté d'abord par le Conseil exécutif, une instance regroupant le Conseil présidentiel (le président kurde Jalal Talabani et les deux vice-présidents chiite et sunnite), le Premier ministre Maliki et le président de la région autonome kurde, Massoud Barzani.

Le projet de loi devra être ensuite voté par le Parlement puis approuvé par le Conseil présidentiel.

Les plus hostiles à ce pacte sont les partisans du chef radical chiite Moqtada Sadr qui ont manifesté jeudi contre la «présence suspecte» à Bagdad de la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice. Ils refusent tout accord et réclament le départ pur et simple des forces américaines.

Quelque 142 000 soldats américains se trouvent actuellement en Irak.

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait décidé en décembre 2007 de reconduire pour «la dernière fois» le mandat de la force multinationale jusqu'au 31 décembre 2008.

Photo : D.R.

Rice et le ministre des Affaires étrangères irakien Zebaris.

GÉORGIE

Cohabitation à soubresauts entre forces russes, géorgiens et médias

Une curieuse cohabitation s'est créée après deux semaines d'opérations militaires en Géorgie, entre les soldats russes, la population locale et les médias internationaux, alors que Moscou affirmait hier accélérer le retrait de ses troupes.

«On les déteste, qu'ils s'en aillent.» Les Géorgiens semblent faire l'unanimité pour dire que l'armée russe est une «armée d'occupation», depuis son entrée en territoire géorgien il y a 15 jours, après que Tbilissi ait lancé une offensive dans sa république séparatiste d'Ossétie du Sud. Des graffitis gribouillés sur les murs, accompagnés du svastika nazi témoignent de cet état d'esprit. Pourtant, des scènes pour le moins surprenantes ont révélé une étrange sympathie pour l'«occupant» de la part d'une certaine partie de la population. Devant la base militaire géorgienne de Senaki, dans l'ouest du pays, occupée par l'armée russe, soldats et gradés sortent à loisir pour acheter cigarettes et boissons rafraîchissantes, dans un minuscule commerce ouvert dans le jardin d'une maison toute proche. Certains ont droit à un traitement particulier, comme ces deux soldats. Le propriétaire, un quinquagénaire vêtu d'un maillot crasseux et chaussé de pantoufles, refuse d'être payé. Avec sa femme, il leur offre aussi des fruits avant d'échanger, surmontant l'encombrement provoqué par les kalachnikov pendant sur les poitrines, des accolades et des baisers sur les joues. En même temps, des explosions résonnent à l'intérieur de la caserne, où les soldats russes s'emploient à détruire des munitions et équipements qu'ils ne pourront pas emporter lors de leur départ.

Jeudi, à Chkhortsko, à une quarantaine de kilomètres de Senaki, un convoi des forces russes s'est arrêté pendant plusieurs heures. Les habitants, certains furieux, d'autres curieux, se sont attroupés immédiatement.

Les plus audacieux les ont approchés, suivis par d'autres initialement réticents. On rit et on blague dans une atmosphère décontractée. «Avez-vous jamais goûté du vin géorgien», demande un villageois. A la réponse négative du soldat, il l'invite — «puisque tu es là» —, à ne pas rater l'occasion.

Avec les journalistes étrangers, les soldats russes ont aussi bâti une relation saugrenue.

Un capitaine commandant une position russe, près du pont enjambant la rivière de Rioni, à l'entrée dans la ville portuaire de Poti, sur la mer Noire, accepte de parler aux journalistes tout comme de laisser photographier ses hommes en train de creuser des abris. Jeudi soir pourtant, en sortant après un raid dans la partie militaire du port de Poti, abandonné par les Géorgiens, une patrouille formée de trois transports de troupes blindées et de cinq camions s'arrête brusquement.

Trois journalistes étrangers étaient en train de les photographier alors qu'un quatrième prenait des notes sur son calepin. La colère des soldats, qui sautent du haut de leur véhicule blindé, singe celle de leur commandant. Ils s'emparent des caméras non sans effort car les journalistes s'y accrochent. Fort de ses maigres connaissances d'une langue slave, un journaliste de l'AFP, approché par le commandant, tente une médiation. Confiscation des cartes-mémoire où sont stockées les photos de ses soldats en échange des caméras. Le commandant approuve le marchandage et le convoi s'en va, non sans une mise en garde : «Si vous continuez, vous risquez vos vies.»

Dans l'ouest de la Géorgie, les seules à ne pas avoir de problèmes avec qui que ce soit, sont les vaches qui jouissent d'une liberté totale sur les routes. Même les blindés russes ralentissent et zigzaguent doucement lorsqu'elles traversent ou s'endorment en troupeau au beau milieu des chaussées.

Le dalaï lama, Carla Bruni-Sarkozy et Kouchner dans un temple bouddhiste

La femme du président français Carla Bruni-Sarkozy et le chef de la diplomatie Bernard Kouchner ont rencontré hier le dalaï lama, au terme d'un séjour en France lors duquel l'opposition a reproché à M. Sarkozy de ne pas avoir reçu le prix Nobel pour ménager Pékin.

Cette rencontre, la seule au sommet pour le chef spirituel tibétain lors de sa visite en France, s'est déroulée lors de l'inauguration du temple bouddhiste de Lérab Ling, à Roqueronde, dans le sud de la France. Le dalaï lama est «toujours le bienvenu en France», s'est borné à déclarer M. Kouchner avant de repartir. Mme Bruni-Sarkozy, qui n'a pas de fonction officielle, s'est aussi entretenue avec le dalaï lama. Avec M. Kouchner et la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Rama Yade, elle a assisté à la cérémonie religieuse aux côtés de 2 000 personnes, dont les 400 qui font retraite dans le temple. Le dalaï lama a passé autour du cou de ses visiteurs de marque le «kata», traditionnelle écharpe blanche tibétaine. Il a insisté sur l'importance de la «compassion», point central de la spiritualité bouddhiste. Plus politique, il a ensuite dit à Bernard Kouchner que «la seule solution» pour que «la Chine gagne sa respectabilité au sein de la communauté internationale» était «la marche vers la démocratie», a rapporté Matthieu Ricard, son interprète et proche collaborateur.

Avec M. Kouchner, comme tout au long de sa visite, le dalaï lama a souligné la «gravité» de la situation au Tibet.

Il a expliqué à plusieurs reprises qu'une brutale répression chinoise se poursuivait malgré les JO et évoqué, jeudi, le bilan de 400 morts depuis les émeutes de mars pour la seule région de Lhassa.

La rencontre d'hier est intervenue à la fin d'un séjour entamé le 11 août et marqué par la controverse. L'opposition de gauche a dénoncé l'accueil en «catimini» selon elle du responsable tibétain et fustigé le «renoncement» de M. Sarkozy. M. Sarkozy, qui se trouvait hier en vacances dans le Sud, avait expliqué que le dalaï lama n'avait pas demandé à le voir lors de cette visite, et que le moment était peu opportun en plein JO. Selon un responsable tibétain, il a transmis «ses salutations» au dalaï lama par la voix de son épouse hier. La venue de M. Kouchner hier n'a été annoncée que tardivement, renforçant le sentiment que Paris avait hésité sur l'attitude à adopter. La Chine avait mis en garde contre une éventuelle rencontre entre M. Sarkozy et le dalaï lama, accusé d'être un «sécessionniste» par Pékin, et brandi la menace de «conséquences graves» sur les relations bilatérales. M. Sarkozy, qui s'était rendu à la cérémonie d'ouverture des JO, a expliqué aux Chinois que la «page du malentendu» était tournée après des mois de tensions liées notamment au passage chaotique de la flamme olympique à Paris, perturbé par de nombreux manifestants pro-tibétains. Pour le Parti socialiste, la rencontre d'hier n'a été qu'une «séance de rattrapage après l'échec total de la diplomatie sarkozyste sur le dossier chinois». Le 14e dalaï lama, qui a l'habitude d'être reçu en déplacement par les chefs d'Etat (George W. Bush ou Angela Merkel l'avaient notamment rencontré), a évité d'entrer dans la polémique, en fin diplomate, et non sans malice.

«Si j'étais venu avec un agenda politique précis et des rendez-vous avec des responsables politiques et gouvernementaux, alors il y aurait eu de quoi être largement déçu !», a-t-il dit jeudi au quotidien *Le Monde*. Mais «mon agenda n'était pas politique», a-t-il expliqué en glissant qu'il espérait toutefois, qu'après les JO, M. Sarkozy, en tant que président de l'UE, ferait «des propositions constructives au gouvernement chinois».